



Quand c'est insupportable... on ne supporte plus !

Grèves dans les lycées :

La cloche a sonné : FIN DE LA RÉCRÉ...

**LYCÉENS
on nous gave !**



**APPRENONS
AUTREMENT!**

Il y a maintenant quelques semaines, des foules de jeunes arpentaient les rues un peu partout en France, ayant tous pour point commun un enseignement frustrant. Un grand nombre d'entre eux étaient motivés d'échapper à la routine quotidienne pour pouvoir faire de nouvelles conquêtes amoureuses et picoler toute la journée. Pour la plupart, leur dernière manifestation remontait au mois de juillet dernier, lorsque la France a gagné la coupe du monde! On retrouvait d'ailleurs dans les slogans l'influence des séquelles laissées par cette expérience : «on est les champions», «zéro pour Allègre, 3 points pour les lycéens»... sans oublier la hola et les klaxons incessants...

Ce qui témoignait d'une mobilisation très profonde et de revendications très développées...

Fous de joie lorsqu'ils apercevaient une caméra, ils se précipitaient pour tirer la langue et débiter la liste de revendications comme l'on récite sa leçon au tableau : «manque de locaux, de profs, et effectifs surchargés», en concluant : «les lycéens sont en colère».

Mots d'ordre semblables à ceux qui étaient lancés dès la rentrée lors d'une grève des profs.

Après avoir expliqué aux élèves leurs problèmes et avoir lancé le mouvement, les enseignants pouvaient retourner à leurs fonctions puisque les lycéens étaient dans la rue, et défendaient leur cause à leur place!

Ce qui était marrant au début du mouvement, notamment à Toulouse (puisque je m'y trouvais), c'était l'improvisation, tout le monde parlait dans tous les sens, faisait ce qui lui plaisait... : on ne nous avait pas encore mis en troupeau...

Jusqu'à ce qu'il y ait la «coordinaton lycéenne»...

C'est là que nous avons vu nos représentants commis d'office en tête de cortège, reconnaissables grâce au bout de rideau autour de la tête : un ruban à fleurs violettes pour les «staffs», les grands chefs chargés de parler aux journalistes et aux mégaphones, et les rubans verts pour les gradés inférieurs, formant le S.O, qui devaient empêcher les manifestants de monter sur les trottoirs afin d'éviter tout débordement.

Mais ce grand progrès voulant assurer la crédibilité du mouvement ne faisait pas pour autant évoluer le niveau des revendications !

Ce que l'on peut retenir cependant, c'est le nombre de lycéens qui se sont mobilisés pendant 15 jours. Certains se sentaient vraiment concernés par leurs revendications, mais la plupart ne savaient pas le but de ce rassemblement, ni où ils allaient. On leur reproche souvent d'avoir fait grève seulement pour sécher les cours. Peut-être, mais une mobilisation si forte traduit quand même un malaise général important, car si le fait de ne pas vouloir aller en cours en est la seule raison, cela montre bien qu'il y a un problème de fond dans le système éducatif lui-même.

Il y a, c'est vrai, des problèmes de conditions de travail, tels que les manques de locaux, de profs, les classes surchargées, et surtout de grosses inégalités à ce niveau-là entre les lycées. Mais les problèmes essentiels déterminant la façon dont on apprend se trouvent dans le fonctionnement de l'éducation nationale et sont tellement vieux et ancrés dans les mœurs que l'on ne se rend même plus compte des

raisons réelles de notre mécontentement. En réalité, nous vivons comme des abrutis, nous allons en troupeau vers une issue que l'on nous fait miroiter comme si c'était la porte du paradis... mais nous savons que ce n'est pas vrai, cette porte, le bac, n'ouvre sur rien du tout, ou alors

seulement sur le droit d'en baver encore un autre bout de tunnel, et ainsi de suite...

Et au nom de ça, il faudrait perdre notre vie, sans dire un mot, dans une frustration quotidienne, lycée-boulot-dodo, avec la trouille au ventre, de ne pas «y arriver» de ne pas «réussir» de se faire «engueuler» la trouille de tout, et la révolte coincée dans le gosier, ou alors permise tout à coup, juste le temps d'une récré, bien programmée, surtout la fin de la partie : un grand coup de sifflet et tout le monde en classe !

On voulait parler pourtant, pas seulement se défouler, dire qu'on aimerait apprendre, mais autrement. On voulait et on veut toujours expliquer à ceux qui savent tout, les profs, l'administration, le pouvoir en général, que nous aussi on sait beaucoup de choses, et on veut beaucoup de choses : on sait de quoi notre scolarité et notre vie sont faites, on sait ce qu'on ne veut plus et on sait que l'on veut pouvoir dire tout cela...

Quand est-ce qu'on sera assez nombreux et assez forts pour le faire, et pour être écoutés, le problème est là. Beaucoup sans doute ont essayé comme nous de dire autre chose que les slogans, cris et chants dominants ; beaucoup sont restés insatisfaits et se demandent comment parvenir à une véritable prise de conscience collective des problèmes de fond de notre «éducation», et à une lutte efficace pour transformer cette situation.

C'est sur nos lieux de misère (misère morale), les lycées, que nous devons nous retrouver pour prendre les choses en mains, et démasquer les tromperies que l'on nous présente maintenant pour nous faire croire qu'on nous a entendus.

De notre détermination, de notre cohésion et notre autonomie dépend la réussite, en tout cas la notre, celle qui consiste à être des personnes libres et conscientes.

Toulouse, Lycée des Arènes
le 13 / 10 / 98

LYCÉEN(NES), REFUSONS D'ÊTRE TRAITÉ(E)S COMME DE LA VOLAILLE !!!

Élevé(e)s en série au collège, sélectionné(e)s à 16 ans pour être gavé(e)s au lycée, qu'est-ce qui nous attend quand nous l'aurons enfin avalé, ce BAC sacré pour lequel on nous fait saliver ???

On nous trie, on nous entasse et on nous parque, on nous gave, on nous fait taire... ça suffit !

- programmes surchargés par des masses de connaissances que nous ne retiendrons pas plus d'un an
- emplois du temps et travaux à la maison excessifs pour que surtout on ne pense pas à autre chose !
- entassement dans les classes surtout dans certains lycées moins «privilegiés»
- suppression progressive de tout ce qui pourrait intéresser et motiver les élèves : les options, les choix personnels, l'esprit d'initiative...

Dans ce contexte, aucune concertation, aucun moyen d'expression n'est possible pour les principaux concernés : les lycéens eux-mêmes !

Tout est programmé, pré-établi, pour nous amener à un examen, le BAC, sans lequel on nous menace constamment de la «poubelle» ANPE ! Nous ne voulons pas de sélection supplémentaire mais les moyens POUR TOUS de vivre et d'apprendre librement.

DANS TOUS LES LYCÉES, RÉUNISSONS-NOUS EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
POUR DEMANDER ET METTRE EN PRATIQUE LA CONCERTATION,
LE DROIT D'INTERVENIR SUR LES PROGRAMMES ET L'ORGANISATION
ET LA FIN D'UN SYSTÈME AUTORITAIRE DÉPASSÉ.

Des Arénois(es)

«Le mouvement lycéen est un mouvement démocratique, apolitique, dirigé seulement par des lycéens et refusant toute récupération» Voilà les propos que s'applique à propager la coordination lycéenne.

Cette fameuse coordination prend toutes les décisions et dirige à peu près 18 000 personnes (à Toulouse). Elle est constituée de délégués soit disant élus par les élèves de leurs lycées de Toulouse et ses alentours (ce qui représente en fait 80 à 100 délégués). Lors des réunions, pas la peine d'envisager de dire son avis et d'espérer être écouté, tout le monde hurle, est prêt à se bouffer. Mais parfois un cri plus fort que les autres provenant du gosier d'une pauvre fille chargée de rétablir l'ordre, un sifflet autour du cou : «hol, on est là pour s'écouter, bande d'enfoirés», chose servant seulement à faire encore un peu plus de bruit.

Après avoir levé la main pendant une demi-heure, qu'il semble y avoir un peu moins de bruit, qu'un quart de la salle semble pouvoir t'entendre, et qu'enfin tu t'apprêtes à dire ce que tu penses, un espèce de grand mec, debout sur l'estrade, te coupe la parole en ordonnant, «décline ton identité». Là, ça y est, ce n'est plus la peine de continuer, le bordel intégral a recommencé, à moins d'aimer gueuler dans le vent, il faut repa-tienter trois quarts d'heure pour une nouvelle tentative !

Au bout de trois heures, tout le monde est sur les nerfs, frustré de voir comment ces assemblées se passent et de se sentir aussi inexistant, n'ayant pas pu exprimer son point de vue. En attendant, aucune décision n'a été prise. Seules une quinzaine de personnes restent là pour s'occuper de ce petit détail, quand elles ne l'ont pas déjà fait, avant même la réunion, au bistrot du coin...

Lorsqu'on s'étonne de telles pratiques, cinq types expliquent qu'il n'y a rien de grave, qu'ils constituent «le staff de base», car ce sont les plus anciens de cette coordination, qu'il y a eu, certes, une élection avec seulement un tiers de l'assemblée, mais que ce n'est pas important, parce que «staff», ce n'est rien, qu'ils sont sur l'estrade seulement pour que «cela se passe bien». et pour que l'on ne dévie pas de l'ordre du jour, qu'ils ont établi justement lors de cette élection en comité réduit.

Ce qui ne les empêche pas de rejeter tous ceux qui risquent de les déranger, tous ceux qui pourraient prendre des initiatives différentes. En tous cas il ne faut pas longtemps pour faire l'apprentissage du pouvoir ! Ces petits chefs, qu'ils soient manipulés eux-mêmes ou non, ont eu vite fait de prendre la grosse tête, et de nous écœurer des débats soi-disant démocratiques. La prochaine fois...

Au fait, c'est quand la prochaine fois ? ça dépend de quoi ? de qui ?

UNIVERSITÉ 2000



ça se passe
comme ça,
chez Attali !

Welcome in the World Démago ketchup !

- «Chaque établissement d'enseignement supérieur devra être évalué à intervalles réguliers et recevoir des moyens selon ses mérites et ses résultats
- Leur financement, qui doit rester pour l'essentiel public, pourra être complété par des financements apportés par des fondations créées par des entreprises
- Pour favoriser l'éclosion d'entreprises liées à des laboratoires de recherche universitaires et à des écoles, on mettra en place des fonds de capital risque et des bourses d'entreprises, communs à des universités et des grandes écoles sur un même campus.
- En particulier, des entreprises devront être incitées à financer des bourses, des bibliothèques, des laboratoires, voire des cycles de formation, initiale autant que continue, dans des écoles ou des universités.

Apartheid à l'école = exclusion pour la vie

Les lycéens sont dans la rue, mais quels lycéens ?... Les bons élèves, réclamant des conditions de travail plus favorables, moins d'élèves par classe, plus de profs, etc..

Les élèves moins motivés par la réussite éventuelle, profitant de l'occasion pour sécher les cours, déambuler dans les rues, rencontrer les jeunes des autres lycées, et bien rigoler..

D'autres encore inscrits mais peu concernés par ce qui se passe dans le lycée.

Enfin, les jeunes virés de l'Education Nationale, lâchés à 16 ans par une institution qui ne veut garder dans son sein que ceux qu'elle a modelés depuis le primaire, qui ne veut pas se donner la peine de se remettre en question, ni les enseignants, ni l'administration.

Selon eux, il y a des enfants qui sont fait pour apprendre et d'autres qui sont perdus d'avance.

Bien sûr, dans les «zones» dites «sensibles», les «quartiers difficiles» il y a des individus qui se bougent, des enseignants qui essaient d'autres méthodes pour intégrer le plus grand nombre ; ceux-là réclament d'être plus nombreux et c'est légitime.

Mais à côté d'eux, combien de maîtres, enseignants des collèges ou des lycées, ne remettent jamais en question leurs méthodes ! La société a changé, mais l'enseignement non.

Que ce soit dans les écoles maternelles ou primaires, du rural ou des banlieues, les gosses sont catalogués dès leur arrivée. Il y a ceux qui apprennent vite (en général ceux que les parents suivent à la maison et poussent, la plus souvent) et il y a les autres. Les gosses qui, bien sûr, aiment s'amuser et devraient pouvoir apprendre à leur rythme. Mais non, il y a un programme à respecter, une discipline à apprendre et des règles. Et si le gosse ne comprend pas assez vite qu'il doit s'asseoir à un bureau et dessiner quand on le lui dit, et qu'il doit lever le doigt avant de parler etc... il est catalogué «enfant difficile». C'est sans doute le même qui ne fera pas ses devoirs à la maison, qui aura des difficultés à apprendre à lire, à qui on fera redoubler les premières classes et qui se retrouvera dans la rubrique «retards scolaires».

Combien d'instits, pour avoir une vie plus facile

dans leur classe, préconisent le psycho, ou l'orthophoniste... et même quelquefois des cours de gymnastiques pour qu'ils dépensent l'énergie qu'ils ont en trop (!) à l'école. Déjà, le gosse, en allant chez l'orthophoniste ou la psycho se sent montré du doigt, peut-être malade, un peu retardé et perd petit à petit le goût d'apprendre.

Au collège c'est pire encore ! Les élèves y arrivent avec leurs différences, certains un ou deux ans de plus, avec des vécus familiaux différents (des parents au chômage, des frères et sœurs en rupture...) et ils sont tous traités avec la même rigidité impersonnelle, inhumaine : les profs, les programmes, les notes et le passage à la fin de l'année. Des devoirs tous les soirs, des interrogos, des contrôles, une moyenne à la fin de l'année. Pas d'attention personnalisée, des recherches en petits groupes, des activités périphériques motivantes ... ce serait trop de travail pour les enseignants dont on nous dit que leurs heures supplémentaires ne sont pas assez payées.

Dès le 1^{er} trimestre de la 6^e, la plupart des enseignants «savent» que celui-ci ne continuera pas loin, que tel autre est fait pour une 4^e techno... Aucune chance d'évoluer sur le cours tracé par l'éducation nationale. Et c'est ainsi qu'on retrouve des gosses de 16 ans largués, rejetés par le système scolaire, ne pouvant ni rentrer en seconde générale, ni même en L.E.P. (leurs notes dans les matières générales étant jugées insuffisantes); L'Education Nationale n'a plus d'obligation envers les jeunes à partir de 16 ans et elle s'en désintéresse.

Alors ils errent d'une mission locale à un conseiller, d'un stage de mobilisation à une remise à niveau, sans aucune perspective, cherchant vainement une orientation et un sens à leur vie. Quand les lycéens manifestent pour avoir plus de moyens pour mieux réussir dans leurs études, comment ceux que l'on a exclus ne se manifesteraient-ils pas ? Ce sont les mêmes, ils ont été au primaire ensemble, ils habitent à côté, ils ont le même âge et se demandent tous ce qu'ils vont faire demain.

Mais sans doute le mot «galère» n'a pas pour tous la même signification.

Et ils viennent participer à la manif, se faire reconnaître et eux aussi ils disent «Coucou, on est là»; mais peut-être pas avec les mêmes méthodes. «Cassez-vous les casseurs» scandent les bons lycéens dont on nous dit qu'ils ont raison de manifester, qu'ils sont très mûrs et raisonnables puisque leur seule revendication est «Plus de moyens pour mieux travailler». Ceux-là même qui portent le brassard du S.O. dans la manif aujourd'hui sont les futurs enseignants de demain; ceux qui trieront à leur tour les bons éléments des mauvais et rejeteront à la rue «la mauvaise graine».

Alors on nous dit : «Ces jeunes qui cassent ont perdu les repères; il faut leur réapprendre la règle.»

Mais quels repères ? quelles règles ?

La règle d'une société où il y a les nantis d'un côté, les crève-la-faim de l'autre, où politiciens, banquiers, industriels, assureurs ... s'en mettent plein les poches en détournant toutes les lois ; où des associations que l'on croit humanitaires détournent les braves gens qui ont cru apporter de l'aide aux malades ou aux déshérités, et découvrent un beau jour que leurs économies ont servi à des dirigeants qui se construisent des châteaux, qui font le tour du monde...

La règle d'un monde où il y a la famine dans 1/3 de la planète pendant qu'un autre tiers se vautre dans le gaspillage et la surabondance.

Les repères d'une société menée par la loi du plus fort: patrons et contremaitres faisant chantage au licenciement, propriétaires qui n'acceptent de louer que sur bulletin de salaire conséquent, et bonne mine, dans laquelle toute recherche de boulot est un véritable parcours du combattant.

Alors, quelle hypocrisie ! Rien n'est fait pour ces jeunes rejetés; seule, la répression les cloisonne de plus en plus. Pour flatter l'électorat, les gouvernements qui se succèdent et se ressemblent réaffirment fermement - répression - punition - condamnation.

Au lieu d'essayer de repenser les règles pour un monde plus juste.



Les lycéens ont le souci de montrer une image sérieuse et déterminée



A Paris, les casseurs sabotent la manif

De gros dégâts hier à Paris. Les casseurs ont sévi.



C.Q.F.D...

On n'a pas convolé, on n'a pas concubiné Est-ce qu'on va pacser ?

C'était au temps ou soixante-huit soixanthuitait...

En ce temps-là les choses étaient simples : il y avait les réacs qui se cramponnaient à leurs valeurs : mariage / propriété / héritage et normes en tout genres. Et puis tous ceux, nous et les autres, qui repensions la vie – autrement – en luttant contre les préjugés, contre une existence assujettie aux lois, sans préoccupation d'enrichissement, ni de patrimoine, rejetant et stigmatisant aussi bien *Travail - Famille - Patrie* que *Métro - Boulot - Dodo...*

Suffisait-il de ne pas se marier pour se sentir différent, un peu libre, un peu plus, en tout cas, hors de l'insupportable carcan des convenances ?

Non, bien sûr, cela ne suffisait pas, mais c'était déjà une énorme rupture, un grand pied-de-nez, pas toujours facile, à la bonne société, à la famille, à l'éducation reçue.

A deux ou à plusieurs, entre hommes, entre hommes et femmes, ou entre femmes, il s'agissait bien de n'être plus asservi à la morale judéo-chrétienne qui pesait de tout le poids d'une domination de plusieurs siècles sur nos comportements.

Aujourd'hui, où il ne reste plus grand chose de nos luttes et de nos espoirs, il reste ça : des mœurs qui, nous dit-on, ont évolué, des statistiques qui montrent que la vie hors mariage et hors norme couple-hétéro, n'est plus l'exception, et n'est pas non plus l'expression d'un refus, mais tend à devenir une forme de vie adoptée par les uns ou les autres par convenance personnelle, ou en attendant, ou par absence de décision qui se prolonge...

Aujourd'hui, on exhume les vieux refrains : «TRAVAIL - FAMILLE - PATRIE» ressuscite d'entre les poubelles !

Mais la famille dans tout ça ? le nom des enfants ? La transmission des biens ? l'organisation de l'éducation autour de la sacro-sainte cellule familiale ?

Et la morale ? alors, non seulement on n'est plus vierge au mariage, non seulement on ne baise plus avec la regard fixé sur la ligne bleue de la procréation, mais en plus les enfants du péché auraient les mêmes droits que les autres, les hors-normes seraient reconnus, bref, ceux qui prennent du bon temps ne seraient plus exclus ? Exclut d'un ordre bourgeois qui n'en finit pas de crever, et se cramponne, pour se rassurer, pour ne pas sombrer dans l'angoisse qu'engendrerait la moindre remise en question de la «vérité» ou la plus petite évolution de la règle de nos pères, aux diktats de vieillards déliquescents, papes et ayatollahs de toutes sortes...

Et le ton monte : l'hystérie des curés, des barbus et des rabbins, tous unis pour la répression, et de leurs ouailles fanatisées, troupeaux de culs-bénits, calotins ici, talibans sous d'autres cieux, grimpe à toute allure.

On peut trouver abusif de comparer la horde des bien-pensants qui sévissent en France à cette occasion et qui pour l'instant provoquent surtout le rire (voir Christine Boutin, à la télévision, à

l'assemblée,...) avec ceux qui inspirent la terreur, tyrannisent, massacrent, au nom d'un ordre religieux érigé en dictature, en un pouvoir et une répression exorbitants, dépassant, dans l'asservissement et la répression des populations qu'ils dominent, tout ce qu'ici on a pu connaître et même imaginer !

Mais attention... Où les choses commencent-elles à devenir graves ?

Qui, en voyant, des États-unis à l'Europe, les commandos anti-avortement, la progression du puritanisme, le retour de la peine de mort dans certains états US (et dans quelles conditions), peut dire vers où nous allons, et si, devant les signes avant-coureurs qui apparaissent chez nous, il suffit d'en rire ?

Que les punaises de bénitiers s'indignent et se récrient parce qu'elles n'en peuvent plus de ne pas voir le monde entier plongé dans les mêmes frustrations qu'elles, c'est logique, c'est risible. Mais les dites punaises accèdent aussi à des situations de pouvoir, tiennent le haut du pavé parfois, influent sur les lois, les interdits et les modes de pensée dominants; elles pèsent de tout le poids de leur toupet, de leur intégrisme, de leur collusion avec la «droite extrême» (et inversement), de la menace électorale que cela induit, sur le fragile et éphémère courage de nos gouvernants actuels, qui avancent et qui reculent... et qui reculent encore...

Qu'est-ce qui est en cause, la normalité ou le fric ?

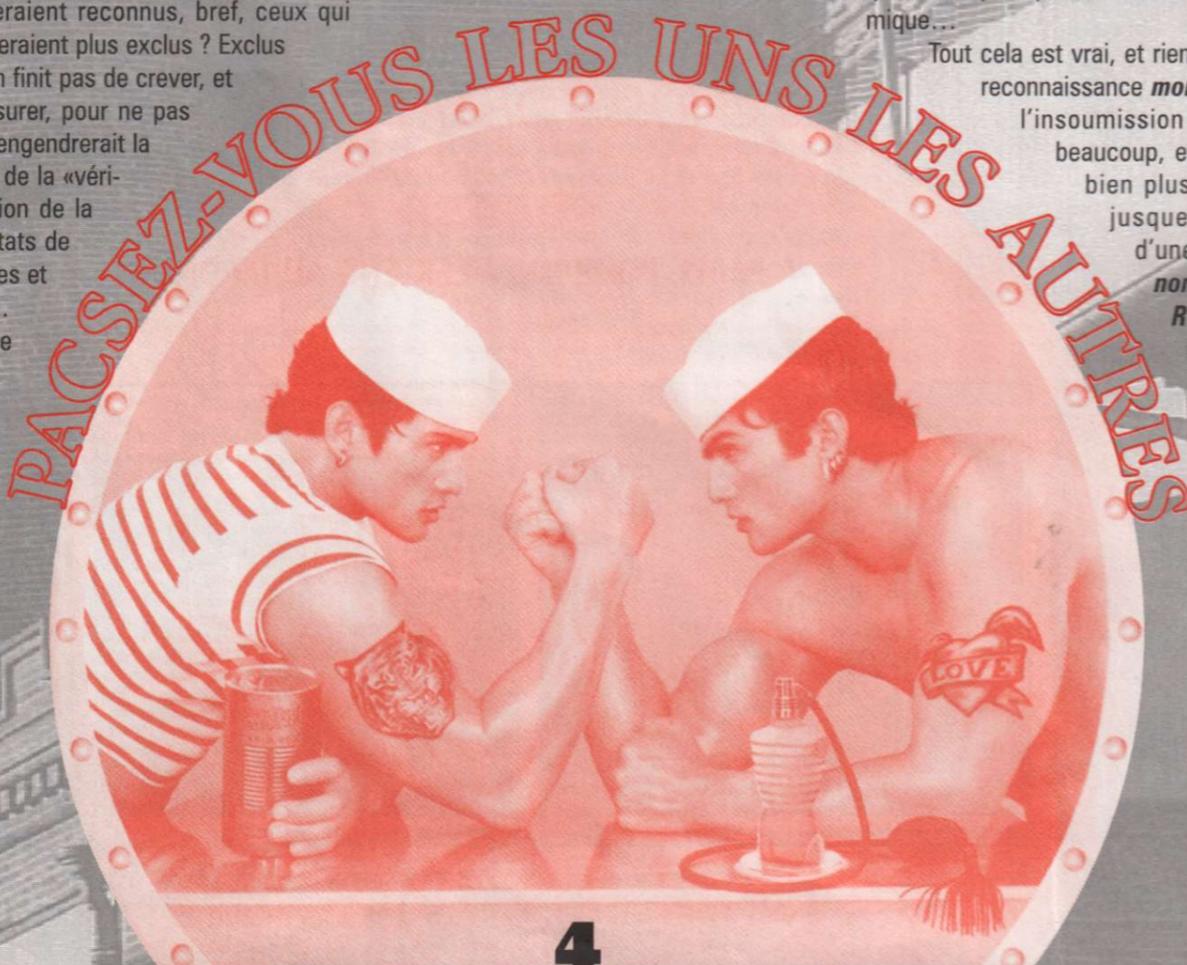
Depuis que ça dure, que ce PACS essaie d'émerger en traînant la patte, on a eu le temps d'en faire le tour, d'en débusquer les enjeux, d'en renifler les filouteries, de se méfier des faux-semblants, et de s'impatienter ; ça vient ou ça vient pas, mais qu'on l'ait sur la table et qu'on puisse juger sur pièces...

Selon la sensibilité, l'environnement ou le vécu des uns ou des autres, il apparaît clairement, aux uns, que le véritable enjeu touche à la reconnaissance des couples homo, et que tout ce dont on peut parler à côté est de la pudibonderie destinée à occulter ce problème ; et d'autres vous diront que s'il n'était pas question de fric, de transmission des biens et des privilèges, tout pourrait passer. Que, oui, le nombre des unions libres est en progression, que l'existence de couples homos, ça passe dans les mœurs, et que tout cela ne fait frémir personne tant qu'il n'est pas question d'une reconnaissance économique...

Tout cela est vrai, et rien n'est contradictoire : la reconnaissance *morale* de la différence, de l'insoumission à la norme gêne déjà beaucoup, et gêne bien plus fort et bien plus de gens, privilégiés jusque là, si elle se double d'une reconnaissance *économique*.

Reconnaître, c'est, de bon ou mauvais gré, entériner un état de fait, c'est aussi, pour un pouvoir, se réapproprié ou tenter de la faire, l'initiative de la règle, de la norme, des limites de l'acceptable.

C'est *normaliser* des situations qui se sont imposées, parfois *en contre* de la règle existante, le plus souvent *en*



gardarem lo PACS?



dehors tout simplement, parce que si on ne sait déjà pas, malgré les blas-blas divers, ni pourquoi on est né, ni pourquoi on mourra, ni même de quoi... on peut, au moins, vivre, ou essayer de vivre, dans l'intervalle, comme on veut, comme on peut, avec qui on veut, qui on aime, à partir du moment où on ne dérange personne. Et qui est-ce que cela dérange dans sa propre vie, dans sa liberté, dans ses choix, que le voisin vive avec trois femmes et deux hommes, ou que la collègue de bureau, qui n'a pas d'enfants, qui est un peu «bizarre», veuille, s'il lui arrive quelque chose, que le peu qu'elle possède serve à sa

copine, qui en aura bien besoin, plutôt que de partir au neveu le plus proche, qui n'est pas vraiment nécessaire, ou, pire, en impôts, utilisés à l'armement, au nucléaire, ou autres facéties pas vraiment appréciées de ceux à qui on pique les petites économies !

Les miettes de la Gauche, fut-elle en partie, sincèrement (mais petitement) généreuse, disputées par la Droite, qui préférerait en gérer l'usage, faisant la charité aux pauvres qui s'écrasent, et refusant que le partage puisse exister de droit, avec des rebelles, quand ceux-ci, au lieu de quémander, exigent, bravent, et même il faut bien le dire, oseraient être heureux en dehors des chemins tracés par le Seigneur, par sa Sainteté le Pape, par les élus de Dieu, par les riches de Droit Divin, **les miettes accordées donc**, (ne les perdons pas sous la table), ne sauraient suffire à renverser toutes les injustices.

Tout est là : **à quoi est réellement destinée la normalisation ?**

Cette insidieuse et lancinante question, qui titille tous ceux qui sont méfiants, c'est-à-dire qui savent que **l'on n'a rien sans rien**, et que normaliser ce qui existe, du bout des lèvres, avec des excuses et les limites les plus étroites possibles, c'est aussi et surtout **fixer de nouvelles frontières, car toute norme enferme les uns, rejette les autres :**

«ah, non, alors, avec les PACS, on a fait beaucoup, et ceux qui ne s'y reconnaîtraient pas, de vrais insoumis alors, des empêchements de tourner en rond, ils sont graves, ceux-là !»

Ce que cette fameuse loi apportera, en tout cas à long terme, personne ne le sait. Un peu de beurre dans les épinards pour quelques-uns ? quelques angoisses en moins, pour d'autres ? c'est déjà ça, et chacun juge, par rapport à sa situation, le bien-fondé de vouloir, d'accepter et d'utiliser cette mesure, réformiste et utile à la fois, comme le fut, en son temps, la loi Veil pour l'avortement.

Ce qui est évident c'est que, quelques limites que l'on y trouve, quelques méfiances que l'on éprouve, et même si ce n'est pas la liberté assurée, en tous cas, on ne peut pas accepter les arguments de ceux qui sont contre. Même si on n'a guère d'illusion, à voir de qui, de quoi est faite l'opposition au projet, cela rend résolument pour !

Pacser, chacun le choisit, mais au moins que cela soit possible.

Peut-on toute sa vie vivre dans la marge, la marge d'une normalité triomphante, que l'on ignore mais que l'on n'ébranle pas pour autant ? Qui reste puante, sûre d'elle, sûre de vous réduire, à la soumission ou à l'impuissance ? Peut-on sacrifier sa vie, celle de ses proches en «traitant par le mépris» les idéologies dominantes, les règles de vie, les facilités économiques, afin de ne pas entrer dans le rang ?

Bien sûr on peut, mais le problème reste aigu : qui dérange t-on alors, si au lieu de combattre on supporte l'injustice ?

Et, dans le cas contraire, vend-on «son âme» (encore elle, décidément l'éducation franco-catholique a fait des ravages!) à la norme, pour un brin de confort, pour un peu de sécurité, de tranquillité ?

Se soumettre, rentrer dans le rang, même discrètement, sur le côté, **ou bien résister** parce qu'on se fout de nous, parce qu'on ne mange pas de ce pain-là, que faire...

Bref, **Pacser or not** : that is the question... à laquelle je ne répondrai pas, en tout cas pas pour les autres...

parce que je ne sais pas, et je ne veux pas savoir, ce qui est **révolutionnairement correct** !

Je sais seulement, que là, tout de suite, les curés et les réacs commencent à bien faire et que c'est ça qu'il ne faut pas supporter, en priorité absolue.

Gérard LORNE

DU ROUGE AU NOIR

Mémoire vive d'un porteur de valise



Un livre qui secoue !

C'est une histoire. Une histoire simple, une histoire émouvante, une histoire instructive : une histoire vraie.

L'Algérie, et les *événements d'Algérie*, comme on appelait cette guerre, vous avez connu ? vous vous souvenez ? Ce pays, on nous avait appris que c'était la France, un département français, et il était donc bien difficile de s'engager au côté des révoltés. Certains l'ont fait cependant, sincèrement, courageusement, indépendamment des partis, directifs ou prudents, mais sans attendre en remerciement ni honneurs ni pouvoir, ni richesses : ce en quoi ils ont bien fait d'ailleurs ! ils sont certainement mieux dans leur peau, aujourd'hui, face à ce qu'est devenue la révolution algérienne...

Ne croyez pas que le passé est révolu, il nous poursuit toujours, il se répète souvent, et si je ne crois pas trop aux leçons de l'histoire quand elles nous sont rabachées sentencieusement, avec le mode d'emploi et à penser en prime, je crois pourtant que les événements présents s'éclaireraient parfois par la connaissance de situations vécues, en d'autres circonstances et d'autres temps, par ceux qui savent témoigner sans peur ni forfanterie...

C'est le cas. L'histoire de Tikal et Nadia, personnages fictifs, si semblables aux vrais, valait d'être racontée, et maintenant que c'est chose faite, elle vaut d'être lue, d'être considérée dans son contexte mais aussi dans celui des conflits actuels, des guerres fratricides, du néo-colonialisme, de l'Algérie à l'heure de l'intégrisme et de la dictature militaire...

Si ce n'est pas dans les livres que l'on trouve les réponses à la question de son propre engagement face à ce qui nous révolte, le défi au découragement qui traverse de bout en bout ce récit, le souffle d'énergie, les doutes eux-mêmes et les chagrins qu'il exprime ne peuvent que nous reconforter parce qu'ils sont la démonstration que malgré les difficultés, agir dans le sens de la liberté, c'est possible, ce n'est pas se bercer de rêves et d'illusions...

C'était une période très dure, les haines sont restées vivaces, certains rapatriés ne décolèrent pas, et le racisme ordinaire anti-arabe qui s'est ancré en France au cours de cette guerre, puis n'a cessé de se renforcer, permet aux frustrés de l'Algérie française de trouver un écho dans la population, et à la presse d'accepter de diffuser sans état d'âme des propos haineux. «*La Dépêche du midi*» sans doute parce que nous sommes dans une région où de nombreux «Français d'Algérie» se sont installés, a diffusé, précisément à l'occasion de la présentation de ce livre en Ariège (ST Girons, Foix...), le communiqué de la «Déléguée départementale du Cercle National des rapatriés de l'Ariège», communiqué d'appel à la haine, l'intolérance et la violence.

REACTION

Ancien du FLN

L'incroyable réunion

Thérèse Sultan-Aliot, déléguée départementale du Cercle national des rapatriés de l'Ariège, communique : C'est avec une profonde indignation que les pieds-noirs, les harkis et les anciens d'AFN de l'Ariège apprennent par «*La Dépêche du midi*» la tenue d'une réunion d'un ancien «colabo» du FLN algérien.

Le CNR tient à préciser que ce monsieur, considéré par une partie de la gauche ariégeoise comme un exemple, est complice de la mort de plusieurs milliers de nos compatriotes.

Le CNR déplore que les autorités ariégeoises aient tenu une telle réunion en présence de cet individu qui représente une in-

jure aux droits de l'homme et du citoyen.

Honte aux organisateurs, honte à ceux qui ne disent rien ! Le CNR se réserve le droit d'intervenir et de manifester afin

de faire reculer cet héritier de la trahison et de la barbarie.

Enfin, le CNR considère qu'il y a des silences dans ce département qui sont lourds de conséquences. Certains politiques et la FNACA réagiront-ils ?

Aujourd'hui, seul le Front national ose dénoncer l'incroyable réunion.

Les réunions de présentation du livre et d'explication de cette expérience doivent pouvoir se poursuivre en toute liberté et sérénité. Dans toutes les villes il doit y avoir une mobilisation suffisante pour garantir cela.

Pour se procurer le livre, édité par *Le Monde Libertaire* : Librairie Publico, 45, rue Amelot, 75 Paris. 60F. (+ 10 % de frais de port)



Avec ou sans citoyens qua

«Tout individu est libre aussitôt entré en France»

150 ans après l'abolition de l'esclavage, les descendants de ces «bois d'ébène» sont renvoyés dans leurs foyers - pays, marqués du sceau du colonialisme. Ces anciens territoires, illustrés par quelques vieilles cartes de géographie, pourrissent encore dans les greniers de nos écoles. Rocard qui «ne veut pas supporter toute la misère du monde» a pourtant dessiné dans son jeune âge les contours de l'A.O.F., de l'Indochine, appris que l'Algérie était un département français. Que les tirailleurs Sénégalais s'étaient illustrés en 14, que nous nous partageons avec les Anglais et bien d'autres protectorats, comptoirs, départements d'outre-mer.

Après avoir colonisé, néocolonisé, exploité bien des contrées, déplacé des millions de gens de toutes races, de toutes couleurs; après s'en être servi comme chair à canons, comme boys, comme nourrices, comme sous-prolétaires, l'Europe du vingtième siècle expulse son monde avec morgue et dédain, tel un hobereau licenciant ses valets.

Pourtant deux ans après la proclamation de la république française, la constituante prévoit en 1791 que : «*Tout individu est libre aussitôt qu'il est entré en France*» pour ajouter le 24 mars 1792 «*Les hommes libres de couleur obtiennent l'égalité civique*». On peut demander à Messieurs Jospin, Chevènement, Pasqua et autres Chirac, est-ce que les pères fondateurs de notre démocratie étaient d'affreux gauchistes ?

Si oui, pourquoi paradez-vous tous les

14 juillet au nom de cette révolution ? Pourquoi commémorez-vous les 150 ans de l'abolition de l'esclavage alors que vous arrêtez, menotez, étouffez, expulsez tous les jours des centaines et des centaines d'immigrés. Il y a un siècle et demi de cela, lorsqu'ils foulaient le sol français, ils étaient libres et citoyens à part entière. Il est vrai que l'empire premier et second avec d'autres républiques ont successivement restreint puis supprimé ces lois humanistes et hospitalières.

Mais comment pouvez-vous encenser les droits de l'homme et bafouer tous les jours par des pratiques coercitives chacun des articles de cette même loi ? Les deux guerres mondiales ont déchiré la planète au nom d'idéologies national-socialistes ou stalinienne ; les accords de Yalta ont provoqué une guerre d'influence de cinquante ans. Depuis la chute du mur de Berlin, la première guerre mondiale économique bat son plein. Déjà l'Europe occidentale prépare sa ligne maginot, en fermant ses frontières pour protéger ses richesses.

Même si les ténors de la gauche plurielle nous accusent de la rage pour mieux nous noyer dans leur mépris de grands bourgeois et politiciens prétentieux, nous ne nous laisserons pas intimider.

Quelle immigration pour le XXI^e siècle ?

Chirac, Jospin et consort bas les masques !

Il y a un an monsieur Sami Nar, professeur de sciences politiques et conseiller auprès du ministre de l'intérieur, par son article paru dans le Monde du 02 / 97, nous donne les clefs pour comprendre la

politique d'immigration du gouvernement socialiste.

En fait comme tout pédago responsable, monsieur le conseiller, après avoir fait un constat négatif des lois de 1993, défend bien entendu les changements apportés par la gauche plurielle aux textes Pasqua Debré.

Il reproche à la droite d'avoir déstabilisé structurellement l'immigration légalement installée.

- D'exclure du droit à la nationalité par le «Jus soli» les enfants nés en France de parents étrangers .

- D'introduire la xénophobie dans la loi (notamment par la suspicion systématiquement jetée sur les mariages mixtes).

- Enfin de faire de l'immigration un objet de malédiction pour la France en rendant impossible toute forme de solidarité avec les victimes de persécution.

Ce bon monsieur Sami Nar oppose à ce constat désastreux la politique jospinienne que l'on trouvera dans la circulaire du 24 Juin 97, dans le rapport Weil, et le projet de loi Chevènement.

A quelque chose près, il s'agit de revenir aux lois régissant l'immigration en 1974, au début du mandat de Giscard d'Estaing... bonjour l'innovation !... Pour s'en convaincre voici les aménagements principaux édictés au nom du socialisme triomphant.

- Tous les droits pour l'immigration légalement installée, en réaffirmant la reconnaissance de l'égalité des droits sociaux Français et étrangers.

- Le droit fondamental à l'intégration.

- Le droit du sol par le rétablissement de l'automatisme à dix huit ans, sans aucune condition d'exclusion avant cet âge.

info

DROIT D'ASILE : luttes internationales

«Nous sommes tous clandestins!» par Ludo

BRECHES : <http://www.alt.org/breche/ref5.htm>

« • À MILAN les camarades de Ya Basta! et du Centro Sociale Leoncavallo occupaient le futur centre de détention - son ouverture était prévue le lundi 26 octobre.

Après cette occupation plus que symbolique...les camarades organisaient une conférence de presse pour dénoncer l'existence de ce camp - les photos sont éloquentes! - et la journée milanaise se terminait dans l'après-midi par une manifestation de deux milles personnes afin d'informer la société civile milanaise de l'existence de ce camp. Le cortège sillonnant le centre ville, voyait un dispositif policier très dense surtout à l'approche du siège social de la tristement célèbre compagnie aérienne belge Sabena et se voulait fortement communicatif. La banderole d'ouverture du cortège rappelait «Non aux camps : aucun homme, aucune femme est illégal!», le Leoncavallo exhibait les photos déjà développées de l'occupation matinale, et de nombreuses femmes portaient autour du cou des coussins pour rappeler la mort de Sémira avec des affiches affirmant «Ni coussins d'Etat, ni patriarcat n'arrêteront les femmes»; sans parler des centaines d'anonymes ayant décidé par leur présence de s'opposer à ces camps de la honte.

« • A TURIN, dans l'après-midi, une manifestation d'environ trois cents personnes tentait de s'approcher d'une caserne militaire que la Mairie et la Préfecture ont décidé très prochainement de reconverter en partie en centre de détention pour immigrés «clandestins». «Nous sommes tous clandestins»,

«Régularisation de tous les immigrés clandestins», les slogans les plus récurrents. Face à l'imposante présence policière, la manifestation dut s'arrêter à quelques centaines de mètres du camp mais un prochain rendez-vous a déjà été fixé pour le 7 novembre avec cette fois la ferme intention de se rendre devant les portes carcérales.

« • A ROME, le centre de détention se trouve en lointaine banlieue («Ponte Galeria»), mais proche de l'aéroport international de Fiumicino, et les panneaux d'indication routière portant le nom de la localité ont tous été rebaptisés («Ponte Galeria» devient «Ponte Galera», la «Galera» en italien signifiant «Prison»).

« • A TRIESTE, la manifestation lancée par les Centri Sociali del Nordest (auxquels appartient l'auteur de cet article) et Ya Basta! à laquelle avait souscrit de nombreuses associations anti-racistes, collectifs d'immigrés (plus de trois cents étaient présents à 15h00 lors du départ, notamment sénégalais et nigériens) et des personnalités politiques dont un sénateur Ds (le parti de D'Alema, le nouveau Président du Conseil), divers conseillers régionaux et municipaux des Verdi (Mairie de Venise) et de Rifondazione, et l'écrivain chilien Luis Sepulveda (présent à Trieste pour un festival de littérature) proposait dès son départ une heureuse surprise : près de trois milles personnes avaient répondu à notre appel pour la fermeture du centre de rétention de Trieste et pour la libre circulation.

«...Notre sortie de la gare ne passait pas inaperçue et nos voix scandaient les premiers slogans : «nous sommes tous des clandestins, vous, vous êtes les assassins» (le «vous» étant adressé aux responsables politiques en faveur de ces camps, aux forces de l'ordre, et à tous ceux ayant un discours raciste), «Avec les immigrés, solidarité; avec les racistes, pas de pitié!», «Contre l'Europe des frontières, ouvrons toutes les prisons», «Revenu, Droits, Dignité»... Déclaration de deux députés présents à la manifestation à Rome, afin de constater : «...à Trieste, une massive et inexplicable intervention des forces de l'ordre a chargé très durement les manifestants, et certains d'entre eux ont dû être hospitalisés. Nous demandons tout de suite au néo-ministre de l'Intérieur Rosa Russo Iervolino, de vérifier dès à présent les responsabilités de l'intervention répressive que nous considérons inacceptable»

Il s'agit d'une première étape dans la lutte pour la fermeture de toutes ces structures carcérales, la prochaine pourrait prendre la forme d'une grande manifestation nationale... A SUIVRE !

- NON À L'EUROPE DE SCHENGEN FERMETURE DES CAMPS
- RÉGULARISATION DES «SANS PAPIERS» ET DES «CLANDESTINS»
- LIBERTÉ DE CIRCULATION ET DE RÉSIDENCE POUR TOUTES ET TOUS.

papiers, et même !

– Un double droit d'asile.
– enfin la notion capitale de respect de la vie privée pour juger de l'octroi du titre de séjour.
Voici donc la nouvelle donne, on ne peut la critiquer ni faire la moindre remarque, sans encourir les foudres du conseiller, du ministre, de Jospin et de tout son aréopage de socialistes bien-pensants. Ceux-ci, comme à l'époque stalinienne, en procureurs nés, accuseront, à la moindre critique, de favoriser le travail clandestin de démagogie entraînant par voie de conséquence toutes les dérives xénophobes possibles.

Monsieur Sami Nar conseille, en bon pédagogue condescendant, de bien traiter les expulsés. Il est ensuite très évasif sur les devoirs particuliers de la France envers l'Afrique et les pays francophones. Il aspire simplement, pour se débarrasser de toutes mauvaises conscience colonialiste, à une coopération renforcée avec les pays du sud. Enfin le conseiller de Chevènement pose le problème qu'il veut «dépasionné» : quelle immigration pour le vingt-et-unième siècle?.....

Deux cents ans après les pays riches s'exonèrent d'un trait de plume de la dette qu'ils ont envers les pays pauvres souvent sur exploités par le néocolonialisme. Cela au nom d'une économie libérale mondiale.

Kouchner, spécialiste du plâtre sur langue de bois

A partir de l'an 2000, la «real politic» des faux-culs se mettra en place. Les partitions sont déjà distribuées, il ne reste plus qu'à trouver le chef d'orchestre.

En France aujourd'hui comme hier, on affame des étrangers sans papiers (que souvent on leur a supprimés), on les parque dans des hôtels ou des baraquements dans des conditions ignobles. Le gouvernement français en rajoute par ses expulsions particulièrement musclées qui n'ont rien à envier aux méthodes belges; chez nous aussi on pratique le coussin comme calmant pour récalcitrant.

Cet été, dans le détroit de Gibraltar, des centaines de boat people ont été coulés par des passeurs, par les autorités marocaines ou espagnoles. Les cadavres qui jonchent les deux côtes du détroit en sont l'horrible témoignage.

Hier lorsque les Vietnamiens s'enfuyaient de la dictature communiste, Sartre et Kouchner affrêtaient le «Bateau de Lumière». Ce bâtiment avait pour vocation de venir en aide à ces naufragés d'un système, à ces radeaux de la Méduse en perdition. Nous avons droit à dix minutes de télé par semaine sur les bons samaritains de cette marine au grand cœur qui offrait couvertures et soupes chaudes aux fugitifs de l'époque. Dis donc, French Doctor Kouchner, sous-ministre de notre république, pourquoi ne fais-tu pas sauter sur tes genoux les petits Albanais, Turcs, Algériens, Maro-

cains, Sénégalais, Ivoiriens, Congolais etc, etc ? Hier tu étais bien en mer de Chine, au Cambodge ou au Zimbaoué ? Aujourd'hui, c'est chez nous, dans la Méditerranée que les réfugiés se noient. Quand tu es sur la côte, lève les yeux au-dessus de ton pédalo, tu les verras.

Quant à nous, vieux ou jeunes gauchistes, nous n'avons pas les mêmes valeurs que la gauche caviar plurielle ; nous ne nous posons pas les problèmes édictés par Le Pen sur l'immigration. Nous n'avons aucune visée électoraliste ni politicienne, nous considérons l'électorat du Front National pour ce qu'il est : des fascistes, et nous trouvons pitoyables vos contorsions répressives pour rallier ces misérables votant à votre cause.

Chirac, Chevènement, Kouchner et autres, malgré vos anathèmes, malgré votre police, malgré vos tribunaux et vos prisons, nous donnerons asile, aide et protection à tout étranger réfugié sur notre sol car il est libre et citoyen comme le dit la loi du 24 mars 1792.

A bon entendeur salut !

BELGIQUE :

ccl@altern.org

COLLECTIF CONTRE LES EXPULSIONS

24 OCTOBRE 1998:

**DÉSŒBEISSONS A L'EUROPE DES FRONTIÈRES,
FERMONS LES CAMPS DE RÉTENTION POUR LES IMMIGRÉS.**

Les frontières: réalités virtuelles pour les nécessités du contrôle et du pouvoir. Au sein de la division de la richesse entre le Nord et le Sud du Monde, les camps, appelés en Italie "centres de permanence temporaire pour immigrés", sont un véritable symbole de la barbarie : emprisonner des corps d'enfants, de femmes et d'hommes pour leur nier tout droit à l'existence.

Il y a des moments où il faut savoir dire : ÇA SUFFIT!

Ne pas accepter l'existence de ces camps est non seulement notre droit mais aussi notre devoir, pour réaffirmer aux yeux de tous la priorité de la dignité humaine.

Nous pouvons discuter tant que nous voulons de politique, des flux, de relations entre les peuples, du caractère incontournable de la confrontation sur la construction du société multi-ethnique, mais nous devons avant tout débarrasser le terrain des structures matérielles qui inscrivent la relation entre les peuples dans un cadre fait de cages et de prisons.

Nous avons été expulsés du Mexique parce que nous avons dépassé les frontières pour forcer l'attention sur le droit à l'existence des communautés indigènes; nous n'acceptons pas que le droit à l'existence soit bafoué là où nous vivons.

Notre horizon est une Europe des peuples, ouverte et solidaire, et non une Europe des murs, des armées aux frontières et des homicides. Pour le 24 Octobre, a été proposée une journée de mobilisation pour la fermeture de ces camps, sur l'ensemble de la péninsule. Pourquoi ne pas la transformer en une journée dédiée à Sémira Adamu, cette jeune fille nigérienne assassinée par la police belge parce qu'elle résistait à son expulsion, et à tous les immigrés qui en Europe ont trouvé la mort au lieu de conditions d'existence dignes normalement dues à tout être humain?

Nous faisons appel à tous les collectifs, les individus, à l'entière société civile pour organiser partout, au cours de cette journée, des formes d'action directe contre les camps de rétention.

POUR QU'UN MONDE RICHE DE PLUSIEURS MONDES NE SOIT PAS UN REVE MAIS UNE REALITE!

Qui rejette les hommes aux quatre vents du globe,



Récoltera leur colère...

DERNIERE MINUTE :

Cohn-Bendit, un expulsé qui revient au pays, la passeuse s'appelle Voynet : elle a profité que Chevènement était dans les choux pour lui refiler une carte de séjour. Dany, au lieu de parler d'immigration européenne, a fait le beau, comme il y a 30 ans...

Il s'en est pris aux stals (est-ce un hasard si c'est là qu'il y a peut-être des voix à détourner), a parlé d'affaires franco-françaises, a fait quelques grimaces à la télé...

Jospin et les gendarmes sont contents : Guignol est revenu !

« LA COUPE DU MONDE TU BOYCOTTERAS »

Le commandement que l'Éternel a oublié de donner à Moïse

Les flon-flons sont éteints. la Coupe du Monde de foot est passée. Les vedettes engrangent les fruits financiers de leur victoire. La banlieue que l'on avait caressée dans le sens du poil a retrouvé sa merde quotidienne. La grande fête déclarée multicolore a laissé la place au racisme quotidien.

Que nombreuses et nombreux soient celles et ceux qui aiment le football, ou tout autre sport, c'est du domaine privé dans lequel nul n'a le droit de s'immiser, il y va du respect de la liberté individuelle et ce n'est pas nous qui y porterons atteinte. Par contre le phénomène sportif, dans sa dimension sociale, commerciale, financière, voire politique nous concerne en temps que citoyen. L'histoire de ce siècle nous montre que le sport, comme la culture et comme toute autre activité humaine, pouvait être totalement dévoyé par des régimes politiques. Si les Jeux Olympiques de BERLIN en 1936 sont l'exemple le plus célèbre de l'utilisation politique du sport par un régime totalitaire, les politiques sportives des pays de l'Est, pour des questions de prestige, jusqu'en 1989, avec le gavage des sportives et sportifs d'anabolisants, confirment ce phénomène, sans parler de l'utilisation de la Coupe du Monde de Football par les tortionnaires argentins en 1978 pour redorer leurs blasons, et les multiples Jeux Olympiques tour à tour utilisés et boycottés par les uns et les autres: MUNICH en 1972, MOSCOU en 1980, LOS ANGELES en 1984. Vouloir faire l'autruche, à l'image des politiciens de tous poils, et des sportifs professionnels, en niant l'évidence de la réalité sociale du sport est une attitude contraire à la dignité de citoyen. C'est vouloir faire passer les intérêts mercantiles et nationalistes avant la dignité des individus.

Une affaire en or

Qui oserait parler aujourd'hui de la «glorieuse incertitude du sport» quand on sait que dans ce domaine tout s'achète (demandez à Bernard Tapie!) ? Qui oserait parler de «dépassement de soi» quand on sait comment sont fabriqués les champions par la chimie moderne ? Qui oserait parler d'idéal sportif quand on sait les pratiques sordides des mafias sportivo-financières qui s'agitent dans les eaux troubles des grandes manifestations sportives ? Qui oserait parler de neutralité du sport quand on voit l'usage qu'en font les politiques, des petits élus locaux (type Baudis à Toulouse) qui investissent des fortunes dans la communication pour se donner l'étoffe de «grands», jusqu'aux régimes politiques pourris qui revitalisent leur image au travers des exploits de leurs sportifs ? Les sommes colossales que brassent les profiteurs de la FIFA et du Comité d'Organisation de la Coupe du Monde

dépassent, et de loin, les budgets sociaux parcimonieusement accordés par les Etats pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Les sponsors, qui sont les grandes firmes multinationales, celles là même qui rentabilisent à tour de bras en licenciant leurs salariés et profitent des conditions d'exploitation des pays en voie de développement, débordent de largesses financières qu'elles refusent à toutes celles et tous ceux qu'elles exploitent. La rentabilité d'une telle organisation n'est pas seulement financière, elle est aussi politique et idéologique. Le matraquage publicitaire fait tout passer au second plan. L'augmentation de la carte jaune

moralement scandaleux, au contraire, ça fait partie des plaisirs de la vie et l'on aurait bien tord de s'en priver. Par contre, entrer dans la logique qui vient d'être décrite, s'est cautionner, devenir complice de tout un système qui ravale l'individu au stade d'instrument et de marchandise.

Entrer dans la logique de la participation à des manifestations organisées par un organisme comme la FIFA qui orchestre tout ce système d'exploitation, c'est se rendre complice. Participer bénévolement, alors que le fric coule à flot, c'est faire preuve d'une naïveté sans limite, c'est abandonner ses droits, c'est conforter tous les profiteurs du système d'économie de marché de payer le moins possible celles et ceux qui le font vivre.



Une partie du public attendu lors de la cérémonie d'ouverture ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Le million attendu a été divisé par cinq. La manifestation grotesque, qui a coûté une fortune, et qui se voulait un grand moment culturel a été un bide complet. Le mauvais goût l'a disputé au ridicule. Les organisateurs ont parfaitement exprimé la vision qu'ils avaient de l'humanité: des pantins ridicules, pleins de vide et absolument pas autonomes. Quel aveu! Les hooligans et les trafiquants de billets ont par contre montré ce qu'était la réalité de notre société. Le rapport 1998 d'Amnesty International paru en pleine Coupe du Monde a complété le tableau. Le jus de fumier ne peut être que nauséabond.

Qu'un tel système engendre des dérives telles que la violence n'a rien de surprenant. Instrument d'excitation nationaliste (même si celles-ci s'expriment «pacifiquement»), de magouilles financières, d'abettissement à l'échelle des peuples, la Coupe du Monde est l'expression non pas de ce que serait le sport tel que l'imagerie officielle de la FIFA nous le présente: une sorte d'idéal mythique des relations entre les individus, mais un résumé fulgurant de toutes les pratiques maffieuses de notre société. Il est d'ailleurs très intéressant de constater que l'extraordinaire propagande qui entoure l'évènement n'arrive pas à étouffer sa véritable nature. La solution policière, la seule que peut mettre en place notre société, ne fait que confirmer ce constat.

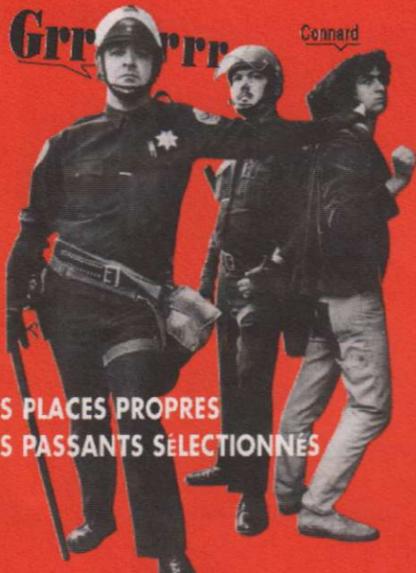
«Une grande victoire multicolore et multiculturelle» ont titré tous les journaux. Enfin la société française était en train de dépasser le stade (si l'on peut dire) du racisme et de la ségrégation. L'expérience américaine en la matière aurait dû nous rendre plus circonspect. Ce n'est pas parce qu'on fait courir des noirs et des arabes, qu'on leur donne des médailles et que l'on gonfle leurs comptes en banques, que les blancs sont moins cons et moins racistes. Les champions, quel que soit leur couleur font partie du spectacle qui en lui même est une mystification. Le Front National n'a pas mordu la poussière et la ségrégation raciste existe toujours dans la ville et dans le monde du travail...

Ce n'est pas sur un feu de paille que l'on fait cuire un cassoulet.

des transports en commun en région parisienne, qui a été triplée en référence à l'inflation est passée comme une lettre à la poste. Les revendications sociales (routiers, chemins de fer,...) ont été étouffées par les syndicats eux-mêmes qui sont complices des politiques. Pendant la Coupe du Monde les expulsions et les licenciements continuent, mais chut!... il y va de l'image de la France. Pour des pays comme l'Iran, le Cameroun, le Brésil, le Nigéria, la mystification est encore plus grosse. Ces pays remplissent aussi bien les prisons et les cimetières que les stades. Mais chut! ... pendant la fête oublions les choses tristes. Les dollars coulent à flot, mais aussi le silence se fait plus épais.

Participation, piège à con

Assister à un match de foot, ou à tout autre sport, voire le pratiquer n'a bien évidemment rien de



SES PLACES PROPRES
SES PASSANTS SÉLECTIONNÉS

SES GENTILS ANIMATEURS

T O U L O U S A I N E R I E S

Pour qu'à la sortie de la grand-messe du dimanche, les bigots puissent déambuler sur une jolie place propre avant d'aller s'empiffrer en toute bonne conscience, Pour que ni la misère ni la différence ne puissent les gêner, Pour que chacun reste à sa place : les nantis dans la jolie ville, et les exclus... nulle part, Baudis catalogue, met en carte, règlemente, diligente ses gratte-papiers et ses sbires rendant la vie de la ville impossible.

Aux Puces le dimanche, la chasse est ouverte : les «petits vendeurs précaires» en carte parqués au clapier, et les autres peuvent détalier s'ils ne veulent pas se retrouver dans la gibecière... de gros citoyens en armes, des précaires du cerveau... Mais la révolte gronde dans la cour des miracles locale, la partie n'est pas jouée...

PROTOCOLE D'ACCORD REGLEMENTANT L'INSTALLATION DES VENDEURS OCCASIONNELS SUR LE MARCHÉ DE SAINT-SERNIN

Article 1- Après examen de la situation des pétitionnaires par le Service Municipal concerné, la Mairie de Toulouse, délivre une «carte de petit vendeur précaire», valable 6 mois et portant une photographie récente du demandeur. Seuls les résidents de la commune attestant leur absence de revenus au moyen de tout justificatif officiel (seule la présentation de documents originaux sera acceptée à titre de justificatif) peuvent solliciter cette carte et avoir accès temporairement au marché.

Article 2- En aucun cas, la «carte de petit vendeur précaire» ne saurait remplacer la carte de commerçant non sédentaire (délivrée par le Préfet) dans l'hypothèse où l'intéressé souhaiterait effectuer des actes de commerce (à savoir acheter et revendre un même produit).

Article 3- Un nombre maximal de 40 places est disponible.

Au-delà, l'autorité compétente établira, le cas échéant, des tours de rotation permettant l'installation des vendeurs occasionnels une semaine sur deux (semaines paires / impaires).

Un plan / guide organisé sera remis au bénéficiaire dans le but de faciliter l'accès à l'emplacement qui lui a été attribué (places 1 à 40).

Un volant de cinq cartes supplémentaires sera attribué et les personnes installées par le placier sur les emplacements vacants.

Article 4- La carte ouvre droit à un emplacement de deux mètres linéaires sur deux mètres de profondeur, sans possibilité d'emprise supplémentaire.

Article 5- En aucun cas, l'attribution de la carte ne confère un droit à abonnement.

Les «cartes de petit vendeur précaire» sont personnelles, incessibles et intransmissibles. Elles ne peuvent faire l'objet d'un duplicata.

Article 6- Tous moyens de transports (notamment les véhicules à moteur : camionnettes, voitures, etc) exceptés les vélos, remorques et charrettes sont formellement prohibés.

Article 7- L'emplacement désigné par le placier devra être impérativement occupé par la personne attributaire. Tout changement. Tout changement s'effectuera à l'occasion du renouvellement semestriel.

Article 8- Sous aucun prétexte l'emplacement octroyé ne peut être partagé.

Article 9- La vente de marchandises neuves, de denrées alimentaires et/ou de plats à emporter, de meubles ou de lots provenant de Salles des Ventes ou de saisies douanières et plus généralement de tous biens spécialement acquis à cet effet est rigoureusement interdite. Seules sont autorisées les ventes d'objets ménagers usagers, d'articles de récupération de faible valeur fabriqués ou transformés par les soins du pétitionnaire.

Article 10- Les titulaires de la «carte de petit vendeur précaire» s'engagent à respecter les législations en vigueur stipulées au règlement du marché en matière notamment d'hygiène, de sécurité et de propreté.

Article 11- Le droit de place est fixé à 5 francs le mètre linéaire (sous réserve d'approbation par le Conseil Municipal)

Article 12- Un extrait du protocole d'accord sera systématiquement remis à chaque titulaire de la «carte de petit vendeur précaire»

UN «ENCARTÉ» SOLIDAIRE DES ÉCARTÉS

Lettre ouverte au Maire de Toulouse.

(ne pas jeter sur la voie publique)

Monsieur Baudis.

J'ai fait il y a plusieurs mois, auprès de vos services, une demande de carte m'autorisant à vendre le samedi matin aux Puces de Saint-Sernin.

Je fais à présent partie des quatre-vingt «privilegiés» qui «bénéficient» du «droit» d'améliorer leur modeste quotidien, un samedi sur deux.

Lorsque j'en ai fait la demande, j'ignorais que l'exercice de ce droit s'effectuerait dans l'ambiance bon enfant d'une occupation militaire du site de Saint-Sernin !

J'ignorais que ce droit serait réduit à peau de chagrin par une réglementation restrictive et humiliante qui trouve sa seule légitimité dans le fait qu'elle est co-signée par des représentants d'intérêts particuliers et par un collectif fantôme qui, à votre avantage s'est auto-proclamé défenseur des «petits vendeurs».

J'ignorais qu'en conséquence seulement quatre-vingt personnes bénéficieraient de ce «privilege» sur la base d'une sélection discriminatoire et ségrégationniste qui pourrait rappeler à certains les heures les plus sombres de notre histoire.

Par ailleurs, naïveté aidant, je n'avais pas réalisé que votre «générosité» concernant la marche du samedi n'avait d'autre but que de censurer le marché du dimanche.

À présent, c'est en connaissance de cause que je me fais un devoir de refuser d'être un des «heureux élus» bénéficiaires de votre «générosité».

J'exprime ainsi mon refus de cautionner votre volonté persistante d'aseptiser Toulouse, de réduire et de policer ce qu'il reste d'espace de liberté en vos terres.

J'exprime ainsi, et plus particulièrement en la circonstance :

- mon refus d'une hiérarchisation de la misère économique par la mise en place d'un seuil de pauvreté institutionnel local.

- mon refus d'une ségrégation géographique municipale, qui dans les faits censure les gens en difficulté, dans leur droit de circuler et de s'exprimer en tout lieu.

Monsieur Baudis, je me déclare solidaire des «laissés pour compte» de votre bienveillance sociale, sélective et électoraliste.

Je me réserve le droit de faire un auto-dafé public de votre carte scélérate.

Toulouse, novembre 1998, Joël Chapelle.

Fin d'entracte !

Cessons de jouer la comédie! La «Gauche vertueuse», durant des années, nous a joué la grande scène de la défense des valeurs et d'un antifascisme qui ne pouvait prendre de sens qu'avec son concours et son approbation. Aujourd'hui les masques tombent (certains et certains trouveront qu'ils sont tombés depuis longtemps), mais une chose est évidente : la gauche au pouvoir ne peut plus faire illusion. Si les premières années de la Gauche au pouvoir ont pu entretenir le mythe d'un éventuel «changement de la vie» ou «changement de l'avenir», mythe maintenu à force de discours sur la peine de mort (heureusement abolie, avec d'ailleurs le secours de la droite) et des nationalisations qui allaient changer la logique économique..., la version des années 90 de la Gauche au pouvoir repose le problème en de tout autres termes.

Aucun des poncifs de la gestion capitaliste de la société ne nous est épargné : privatisations, atteintes à la protection sociale, chômage, précarisation, expulsions, accroissement des inégalités, etc... La gestion est devenue telle que la droite n'arrive même plus à formuler un programme alternatif ... et pour cause ... la gauche fait exactement ce que pourrait faire la droite. Il faut reconnaître que l'opération est un total succès et rejette la droite pour plusieurs années dans une opposition ténébreuse... au point que certains membres, des plus réactionnaires, de celle-ci, pour faire preuve d'originalité, doublent la gauche... sur sa gauche : Pasqua demandant la régularisation de tous les sans-papiers (???)

Mais il y a une autre facteur qui permet à la Gauche de tenir, encore, la dragée haute à la Droite : le Front National.

Le FN, secours providentiel de la Gauche

Parée, pour encore quelques temps (le temps que les dernières illusions tombent) des vertus de valeurs humanistes et de projets progressistes, la Gauche plurielle (PS-PC-Verts) joue la vierge effarouchée face à la brutalité et à l'ignominie du Front National. Celui-ci a cependant un avantage évident pour elle : il divise la droite, l'accule dans des compromis douteux, bref l'empêche de pouvoir jouer le rôle d'alternative à une Gauche qui peut pleinement profiter du pouvoir et gérer le système en contradiction totale avec les thèses

qu'elle était censée défendre. La situation politique est donc présentée de la manière suivante aux citoyens : la Gauche est le seul recours face une droite divisée et un FN qui fait peur ... quant aux mesures crapuleuses qui sont prises (cf. les sans papiers), la gauche nous explique doctement qu'elles sont nécessaires pour ne pas faire jeu du FN (CQFD).

Ainsi va la vie politique (politicienne). Il faut cependant rajouter, pour parfaire le tableau, la plupart des organisations syndicalo-politiques qui gravitent autour du pouvoir et qui jouent le même jeu de la stabilité-liquidation des luttes sociales, ce qui permet à la Gauche de prendre des mesures que la Droite n'aurait pas pu faire passer (plan Juppé-bis d' Aubry, fonds de pension, liquidation des services publics ...) sans parler d'une extrême-gauche qui commence à goûter aux délices de la participation au pouvoir local et qui en rajoute dans sa soumission.

Le piège d'un antifascisme unitaire

Unité contre le fascisme ? soit, mais avec qui et dans quel but ? Il est manifeste qu'il n'est pas dans les priorités de la Gauche de réduire le Front National ... il lui est trop utile dans le cadre électoral, le seul cadre qu'elle connaisse pour sa pratique politique. En matière de hurlements et de condamnations du FN, elle est évidemment prête à faire du zèle, mais dès qu'il s'agit de porter atteinte, concrètement, au FN, ouvrir par exemple une instruction contre son bras armé, le DPS, ou même ouvrir le débat sur sa dissolution, il n'y a plus personne.

Participer aux mobilisations anti-FN, OK pour la Gauche, à condition qu'elles ne prennent pas trop d'ampleur ... personne ne nous fera croire que la répression policière qui a frappé la gigantesque manifestation du 5 mars dernier à Toulouse était une simple «erreur technique» de la police. Au demeurant, aucune sanction n'a été prise par le pouvoir politique à l'encontre des responsables de la répression (préfet et commissaire)... il y a donc bien couverture de l'événement.

La Gauche se doit d'être présente dans les manifestations anti-FN, c'est une manière pour elle de contrôler le mouvement et d'apparaître, aux yeux de l'opinion, comme le dernier rempart contre lui. Il

est évident qu'une telle pratique, à court terme, est électoralement payante. A long terme elle ne règle rien et prépare la catastrophe. Manifester avec la Gauche contre le FN est donc aujourd'hui une manière de cautionner, non seulement la politique de celle-ci, mais encore de servir de faire-valoir à une stratégie électorale et politicienne. Il est temps de dégager le mouvement antifasciste de ce piège qui, de plus, est une impasse : la Gauche est incapable (comme elle l'a toujours été dans le passé) de faire barrage à une montée du fascisme.

Il va nous falloir nous passer de celles et ceux qui nous ont joué la comédie du changement et du progrès. Si la Gauche veut entretenir l'illusion réformiste d'un changement social, elle en a parfaitement le droit et c'est même sa mission. Mais que l'on soit suffisamment couillon pour tomber dans le panneau et tenir la chandelle ... il n'en est plus question, il y va de la clarté de l'action à mener contre ce parti fasciste : on ne peut plus manifester avec dans nos rangs des gens qui sont au même parti que ceux qui nous envoient les flics. On ne peut pas manifester avec ceux qui défendent et gèrent un système qui accroît l'exclusion et les inégalités. Ce raisonnement était vrai pour la Droite, pourquoi ne le serait-il pas pour la Gauche qui fait la même chose ? Si certains (la LCR, Ras l'Front par exemple) sont prêts à assumer ce type de contradiction, et ce pour des raisons de tactiques politiques, libres à eux ... mais pas pour nous.

La tâche de reconstruction d'un mouvement antifasciste indépendant n'est certainement pas chose aisée. Il va nous falloir (certains ont déjà commencé) rompre avec les pratiques unitaires dans lesquelles les petits proposent et les gros disposent, où l'aboutissement des négociations n'est qu'une bouillie de chat (c'est dur pour les chats!), dans laquelle chacun retrouve ses intérêts, souvent contradictoires avec ceux du voisin, ... mais aussi retrouver une action plus souple en rupture avec la lourdeur bureaucratique des pratiques unitaires actuelles.

Nous faisons l'hypothèse que la plus grande partie des 30000 manifestants du 5 mars à Toulouse n'avaient rien à voir avec ceux qui nous ont envoyé les flics et qui étaient aussi dans le cortège. S'ils étaient là, et s'ils ont été victimes de la répression «de Gauche», c'était parce qu'ils étaient comme nous, venus manifester contre le FN et qu'il n'y avait pas d'autre forme de mobilisation.

Il faut désormais s'y prendre autrement...

Pour un autre futur

«Quand le marché de la finance va, tout va» c'est la rengaine des décideurs.

Le capitalisme, rebaptisé depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'empire soviétique «libéralisme sauvage», est le seul maître de l'avenir du monde. Les contraintes du marché sont devenues des contraintes naturelles incontournables. Les gouvernants, droite et gauche confondues, ajustent leurs politiques pour ne pas entraver la bonne marche des affaires.

Les experts, ces fameux économistes made in USA, savants des temps modernes, savent où ils vont et de quoi ils parlent. Ils prouvent, chiffres à l'appui, qu'il n'y a pas d'autres solutions que de surveiller l'évolution du CAC 40 et du Dow Jones. Soyez plus compétitifs, plus flexibles, en un mot plus soumis pour être vainqueurs de la crise économique, commandent-ils du haut de leurs perchoirs aux sans grade que sont les simples citoyens.

La crise économique, nouvel opium du peuple

En 1980, Barre annonçait la couleur, lors d'un discours devant la Chambre de commerce de Paris (dans son numéro de janvier 1981, Basta avait déjà relevé à l'époque le nouveau choix de société proposé). «L'avenir montrera, j'en suis sûr, qu'il vaut mieux, partout dans l'Etat comme dans les entreprises, préférer à la commodité des critiques outrancières et des revendications excessives, au confort des concessions insouciantes des lendemains, le rude exercice des responsabilités» lançait-il pour exhorter le peuple français sans distinction de classes sociales à se serrer la ceinture. Cet appel à la mobilisation générale contre une pénurie inventée pour les besoins de la cause du capitalisme a fait des ravages. Le rude exercice des responsabilités a permis de dégraisser les ateliers à coup de plans dits sociaux et d'envoyer au chômage des millions de personnes. La gauche au pouvoir avec la complicité des syndicats a repris le programme de rentabilité et de performance du capitalisme. Depuis plus de 20 ans, les salaires sont bloqués et c'est toujours les mêmes qui se serrent la ceinture. Pour eux, pas de bout du tunnel, malgré un franc fort, un pays au palmarès des plus riches du monde, un profit jamais atteint. Les richesses n'ont jamais été aussi mal réparties, les inégalités sociales aussi criantes. La lutte des classes est dépassée mais les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres.

Marchés sans frontières

C'est dans cette logique, essentiellement économique et monétaire, que se construit l'Europe. Ce sont les marchés financiers, les bourses, le libre-échange qui régulent le social. Les détenteurs de capitaux n'ont besoin ni de visas, ni de certificats d'hébergement pour exercer sur le monde entier leur domination. La mondialisation est leur nouvelle arme*. Ils n'hésitent pas à délocaliser les usines dans les pays du Sud où l'absence de droit du travail et de salaire minimum leur permet d'augmenter encore leur profit. La surexploitation, le travail des enfants, la misère jusqu'à mort de faim ou de froid s'en suivent, même dans les 7 pays les plus riches du monde, sont les décors de ce monde merveilleux, importé des Etats-Unis, «pays de la liberté».

Avec le traité de l'AMI (accord multilatéral sur l'investissement), les multinationales veulent renforcer leur main-mise sur les échanges mondiaux et mettre définitivement les Etats à leurs bottes. Au mois d'octobre, sous la pression des comités contre l'AMI, Jospin a refusé de le signer à l'OCDE. Mais, ce traité sera renégocié en l'état au sein de l'organisation mondiale du commerce (OMC). Le gouvernement français serait prêt à signer.



- Les 3 personnes les plus riches du monde possèdent une fortune supérieure à la somme de produits intérieurs bruts des 48 pays les plus pauvres, soit le quart de la totalité des Etats du monde...
- Un tiers des habitants des pays en voie de développement n'ont pas accès à l'eau potable...
- Près de la moitié de l'humanité vit avec moins de 10 F par jour...
- Chaque année, 30 millions de personnes meurent de faim...
- 800 millions souffrent de sous-alimentation chronique...

(extraits du Monde diplomatique de novembre 1998)

Grain de sable dans une machine bien huilée

Est-ce inéluctable ? Doit-on subir cet ordre économique mondial en se repliant dans sa coquille, en zappant sur internet avec l'impression que le monde est à notre portée ? Peut-on enrayer le totalitarisme planétaire des marchés financiers ? Peut-on inventer un autre futur ?

Ces questions récurrentes sont abordées par l'organisation non gouvernementale pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC)*. Cette association s'est créée autour d'une idée simple : taxer les transactions financières sur les marchés des changes, à travers le monde. Pour ce faire, elle propose d'obliger les gouvernements des pays à appliquer la taxe Tobin, du nom d'un prix nobel d'économie américain, qui même à un taux bas de 0,5% sur toutes les spéculations financières, procurerait par an quelques 100 milliards de dollars. De quoi éradiquer la misère et l'exclusion sur l'ensemble de la planète.

Cette revendication a le mérite d'exister. C'est un début pour briser la torpeur ambiante. Même si elle reste réformiste parce que les fondements du capitalisme ne sont pas remis en cause et qu'on accorde une confiance aux Etats pour équilibrer le bien-être de l'humanité. Des comités ATTAC, organisés de façon autonome, se créent un peu partout en France, en Europe et dans d'autres continents. Associations, collectivités locales, syndicats ou individus se rencontrent et se mobilisent avec le désir commun de sortir de l'horreur économique, de la barbarie inégalitaire et du fatalisme actuel. Leurs objectifs : informer localement l'opinion publique sur tous les aspects de la domination de la sphère financière, faire pression sur les élus pour imposer la taxe Tobin et enfin mettre en place un débat pour construire d'autres perspectives. «Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde», vaste chantier auquel se sont déjà attaqués certains en inventant des systèmes d'échange différents de l'argent. Un peu de soleil dans la grisaille, en attendant la mythique révolution.

A suivre...

*Lire, à ce sujet, Ah Dieu ! que la guerre économique est jolie ! de Philippe Labarde et Bernard Maris, aux éditions Albin Michel
*ATTAC, 9 bis, rue de Valence 75009 PARIS
tél. 01 43 36 30 54 - site web : <http://Attac.org/>

Seule la classe dominante et les pourvus ont trouvé la méthode pour combattre la misère : l'élimination physique des pauvres...

La peur des autres, l'isolement volontaire, le refus de toute aide sont à l'origine du décès de Malika, 26 ans, morte de faim, jeudi, dans un immeuble comme tant d'autres, en plein Paris.

Paris - «Mourir de faim à 26 ans, en plein Paris, je ne croyais pas que cela fut possible en 1998. Je suis révoltée par mon insouciance. Ce n'est pas passé à côté de chez moi, sur le même palier. Je n'arrive pas à me sentir coupable car mes voisins étaient majeurs et m'avaient clairement signifié qu'ils ne voulaient rien faire»

Grâce à leur pratique politique et sociale, les plus démunis se suicident (encore hier un RMIste mort à Toulouse), les reconduites musclées en étouffent quelques-uns, les bavures policières en effacent quelques autres, des demandeurs d'asile sont jetés à la mer...

L'hiver aidant, la faim et le froid ont raison des plus faibles; des sans-rien. Quelques guerres et conflits ethniques bien entretenus par les pays riches englent en partie les problèmes de famine dans le tiers-monde. Pour ceux qui résistent, la peine de mort est encore en vigueur dans certains pays.

Encore un effort et le prochain millénaire pourra voir un monde où, beaucoup moins encombrés par les défavorisés, les nantis pourront s'épanouir sans culpabiliser devant la misère envahissante, car, comme ils disent, à quoi bon partager nos richesses avec la multitude des pauvres, ça nous enlèverait beaucoup et ça leur donnerait très, très peu à chacun, ils sont encore si nombreux !

MORT AUX CODES



Codes d'honneur, de la route, de bonne conduite, des Francs-macs, des scouts et bien d'autres, balisent notre vie ainsi que lois, décrets et règlements.

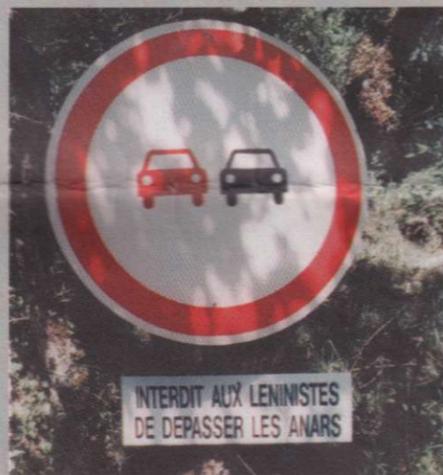
EN BLEU : Il est obligatoire de circuler, de tourner en rond, de travailler, de gagner sa vie, d'être un homme, une bonne épouse...

EN ROUGE : Il est interdit de pisser sur les arbres, de prendre certains sens, de se baigner, de s'arrêter, de manger avec les doigts, de faire du bruit après onze heures, de laisser dégueulasse en partant, de se coucher sur un banc, de se curer le nez et de planquer ses croutes sous la chaises, de cracher contre le vent, de voler de la poudre d'escampette, d'aller tête nue à la messe, de baiser sur les pelouses, de passer sous une échelle, de faire ceci et surtout il est particulièrement défendu de faire cela...

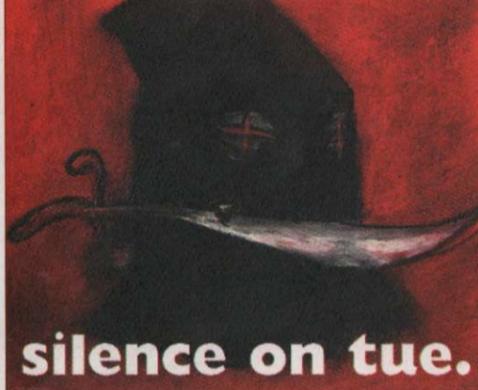
EN ROUGE : Il faut faire attention aux voies rétrécies, aux ponts suspendus, aux cons qui en cachent d'autres, à ne pas cracher en l'air, à la poutre dans l'œil du voisin, aux gitans qui peuvent voler un œuf et peut-être un bœuf, à l'étranger quand tu lui donnes un peu il te prend tes restes, aux bois-sans-soif, aux aveugles qui n'écourent rien, à bien sonner avant d'entrer, à s'essuyer avant d'entrer, à s'essuyer les pieds sur le paillason, à prendre les patins, à faire le tapin, faire attention à tout à rien à tout ou rien...

Politicart a voulu marcher en dehors des clous, s'arrêter aux feux verts, donner du sens à ses sens, des permissions aux interdits. Nous cherchons la clef des champs, celle qui ouvre la porte à notre imaginaire, si vous la trouvez rapportez-la au concierge. Notre signalétique ne balise aucune route, car notre cheminement ne laisse aucune trace. Nous marchons à idées de velours. Quand on dépasse les bornes, il n'y a pas de limite. C'est celle-là que nous voulons atteindre. Les frontières, les modes, les passages cloutés ne sont pas pour nous. Nous sommes partis pour l'infini, attendez-nous à l'arrivée, nous vous raconterons le voyage...

Politicart : B. Réglat
Durban juillet 98
festival musica grafica



ALGERIE



silence on tue.

affiche 50 X 50 cm

**LES PARUTIONS
RÉCENTES
DE L'AAEL :
AFFICHES**

affiche 40 X 60 cm

**VISAS POUR LES CHAMPIONS
CHARTERS POUR LES EXPULSIONS**



Coupe du
Monde
France 98

EXPULSIONS



on étouffe!

affiche 50 X50 cm

Si vous êtes intéressés, téléphonez
à l'AAEL au 05 61 43 80 10 pour
commander, ou vous renseigner.

Dans ce numéro :

• Comment
supporter
plus longtemps les
agissements du
gouvernement
socialiste :
précarisation,
expulsions,
accroissement des
inégalités...

• manifs lycéennes :
promenades,
esprit critique,
continuité ?
• « Casseurs » :
agresseurs ou
victimes ?

• Pacse, pacsons,
pacsez...

• Sport, politique
et pognon

...

et la prochaine fois si on
n'est pas morts :

Welcome in Golfechland

Basta n° 35 - novembre 98

• Basta, journal d'opinion à périodicité variable • édité par l'AAEL. Toulouse - Responsable de publication : B. Réglat • La plupart des articles et illustrations ne sont pas signés (excepté les documents que nous recevons et qui sont l'émanation d'une personne ou d'un groupe signataire et diffusés comme tels) : ils ne sont pas anonymes mais publiés avec l'assentiment de toute l'équipe de Basta et assumés sans réserve

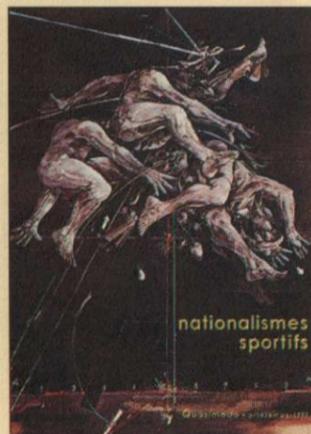
• Ont participé à ce numéro (textes, dessins, photos, mise en page, fabri-

31100 Toulouse. * 05 61 43 80 10



EXPULSIONS :

on étouffe !



Revue QUASIMODO - Association OSIRIS BP 4157 34092 MONTPELLIER Cedex 5 (Prix : 100 F)

A la lueur de ce que nous avons vécu l'été dernier au moment du Mondial, il est intéressant de relire ou de lire le numéro de la revue Quasimodo qui était sorti au printemps 1997 et qui avait pour sujet les "Nationalismes sportifs".

Ce livre fait une analyse très fouillée des mécanismes qui produisent le nationalisme sportif, exacerbé par les médias, alimenté par les gouvernements. Entre autres, différents articles étudient plusieurs exemples de "cocoricoteries", montrent comment l'architecture même du stade nourrit la fascination nécessaire à toute fascination, et comment les Etats ont bien compris l'impact des effets du spectacle sportif sur les individus.